




Informations de base	
<p><b>2017/0153(NLE)</b> NLE - Procédures non législatives</p> <p>Convention de La Haye (1980) sur les aspects civils de l'enlèvement international d'enfants: adhésion du Panama, de l'Uruguay, de la Colombie et de l'El Salvador; acceptation par l'Autriche et la Roumanie</p> <p><b>Subject</b></p> <p>4.10.02 Politique et droit de la famille, congé parental 4.10.03 Protection de l'enfance, droits des enfants 7.40.02 Coopération judiciaire en matière civile et commerciale</p> <p><b>Zone géographique</b></p> <p>Colombie El Salvador Panama Uruguay</p>	Procédure terminée

Acteurs principaux				
Parlement européen	<b>Commission au fond</b>		<b>Rapporteur(e)</b>	<b>Date de nomination</b>
	<b>JURI</b> Affaires juridiques		DZHAMBAZKI Angel (ECR)	12/07/2017
			Rapporteur(e) fictif/fictive ZWIEFKA Tadeusz (PPE) HONEYBALL Mary (S&D) CAVADA Jean-Marie (ALDE)	
	<b>Commission pour avis</b>		<b>Rapporteur(e) pour avis</b>	<b>Date de nomination</b>
	<b>LIBE</b> Libertés civiles, justice et affaires intérieures		La commission a décidé de ne pas donner d'avis.	
Conseil de l'Union européenne				
Commission européenne	<b>DG de la Commission</b>		<b>Commissaire</b>	
	Justice et consommateurs		JOUROVÁ Vra	

Evénements clés			
Date	Evénement	Référence	Résumé
05/07/2017	Publication de la proposition législative	COM(2017)0369 	Résumé

11/09/2017	Annonce en plénière de la saisine de la commission		
21/11/2017	Vote en commission		
23/11/2017	Dépôt du rapport de la commission, 1ère lecture/lecture unique	<a href="#">A8-0362/2017</a>	Résumé
30/11/2017	Décision du Parlement	<a href="#">T8-0465/2017</a>	Résumé
30/11/2017	Résultat du vote au parlement		
18/12/2017	Adoption de l'acte par le Conseil suite à la consultation du Parlement		
18/12/2017	Fin de la procédure au Parlement		
29/12/2017	Publication de l'acte final au Journal officiel		

Informations techniques	
Référence de la procédure	2017/0153(NLE)
Type de procédure	NLE - Procédures non législatives
Sous-type de procédure	Consultation du Parlement
Base juridique	Traité sur le fonctionnement de l'UE TFEU 218 Traité sur le fonctionnement de l'UE TFEU 081-p3
Autre base juridique	Règlement du Parlement EP 165
État de la procédure	Procédure terminée
Dossier de la commission	JURI/8/10450

Portail de documentation				
<b>Parlement Européen</b>				
Type de document	Commission	Référence	Date	Résumé
Projet de rapport de la commission		<a href="#">PE609.353</a>	11/09/2017	
Rapport déposé de la commission, 1ère lecture/lecture unique		<a href="#">A8-0362/2017</a>	23/11/2017	<a href="#">Résumé</a>
Texte adopté du Parlement, 1ère lecture/lecture unique		<a href="#">T8-0465/2017</a>	30/11/2017	<a href="#">Résumé</a>
<b>Commission Européenne</b>				
Type de document	Référence	Date	Résumé	
Document de base législatif	<a href="#">COM(2017)0369</a> 	05/07/2017	<a href="#">Résumé</a>	

Acte final	
<a href="#">Décision 2017/2464</a> <a href="#">JO L 348 29.12.2017, p. 0043</a>	<a href="#">Résumé</a>

**Convention de La Haye (1980) sur les aspects civils de l'enlèvement international d'enfants: adhésion du Panama, de l'Uruguay, de la**

# Colombie et de l'El Salvador; acceptation par l'Autriche et la Roumanie

2017/0153(NLE) - 05/07/2017 - Document de base législatif

OBJECTIF: autoriser l'Autriche et la Roumanie à accepter l'adhésion du Panama, de l'Uruguay, de la Colombie et de l'El Salvador à la convention de La Haye du 25 octobre 1980 sur les aspects civils de l'enlèvement international d'enfants («la convention de 1980»).

ACTE PROPOSÉ: Décision du Conseil.

RÔLE DU PARLEMENT EUROPÉEN: le Conseil adopte l'acte après consultation du Parlement européen mais sans être tenu de suivre l'avis de celui-ci.

CONTEXTE: la **convention de 1980** a été ratifiée par 97 pays dont tous les États membres de l'Union européenne. Elle a pour objet de **rétablir le statu quo moyennant le retour immédiat des enfants déplacés ou retenus illicitement**, grâce à un système de coopération entre les autorités centrales désignées par les parties contractantes.

La prévention de l'enlèvement d'enfants étant un élément essentiel de la politique de l'UE en matière de promotion des droits de l'enfant, **l'Union européenne s'efforce d'améliorer l'application de la convention de 1980** au niveau international et encourage les pays tiers à y adhérer.

La convention de 1980 prévoit que celle-ci s'applique dans les rapports entre l'État adhérent et les États contractants qui auront déclaré accepter cette adhésion. La question de l'enlèvement international d'enfants relevant de la **compétence externe exclusive de l'Union européenne**, la décision d'accepter ou non l'adhésion du Panama, de l'Uruguay, de la Colombie et de l'El Salvador doit être prise au niveau de l'UE par la voie d'une décision du Conseil.

**Le Panama, l'Uruguay, la Colombie et l'El Salvador** ont, respectivement, déposé l'instrument d'adhésion à la convention le 2 février 1994, le 18 novembre 1999, le 13 décembre 1995 et le 5 février 2001. La convention est déjà en vigueur avec 26 États membres en ce qui concerne le Panama et avec 25 États membres en ce qui concerne l'Uruguay, la Colombie et l'El Salvador. Consultées par la Commission, l'Autriche et la Roumanie ont émis un avis favorable à l'adhésion de ces quatre pays à la convention.

En conséquence, l'Autriche et la Roumanie devraient être autorisées à déposer leur déclaration d'acceptation de l'adhésion du Panama, de l'Uruguay, de la Colombie et de l'El Salvador, dans l'intérêt de l'Union.

En ce qui concerne les enlèvements parentaux, la convention de 1980 est le pendant international du [règlement n° 2201/2003](#) du Conseil (dit «règlement Bruxelles II bis») dont l'un des principaux objectifs est de dissuader les parents d'enlever leurs enfants pour les emmener dans un autre État membre en établissant des procédures qui garantissent le retour immédiat de l'enfant dans l'État membre où il a sa résidence habituelle.

**Dix décisions du Conseil** ont déjà été adoptées entre juin 2015 et décembre 2016 afin d'accepter l'adhésion à la convention de 1980 sur l'enlèvement international d'enfants de 10 pays tiers ([Maroc](#), [Singapour](#), [Russie](#), [Albanie](#), [Andorre](#), [Seychelles](#), [Arménie](#), [République de Corée](#), [Kazakhstan](#) et [Pérou](#)).

CONTENU: par la présente proposition de décision, le Conseil est invité à adopter une décision **autorisant l'Autriche et la Roumanie à accepter, dans l'intérêt de l'Union, l'adhésion du Panama, de l'Uruguay, de la Colombie et de l'El Salvador à la convention de La Haye de 1980.**

L'Autriche et la Roumanie devraient déposer leur déclaration d'acceptation relative à l'adhésion de ces quatre pays au plus tard **douze mois** après la date d'adoption de la présente décision.

Le Royaume-Uni et l'Irlande sont liés par le règlement (CE) n° 2201/2003 et participent donc à l'adoption et à l'application de la présente décision.

L'acceptation de l'Autriche et de la Roumanie aurait pour effet de rendre applicable la convention de 1980 entre l'Uruguay, la Colombie, l'El Salvador et tous les États membres de l'UE, à l'exception du Danemark. En ce qui concerne le Panama, la convention de 1980 deviendrait applicable avec tous les États membres de l'UE.

## Convention de La Haye (1980) sur les aspects civils de l'enlèvement international d'enfants: adhésion du Panama, de l'Uruguay, de la Colombie et de l'El Salvador; acceptation par l'Autriche et la Roumanie

2017/0153(NLE) - 30/11/2017 - Texte adopté du Parlement, 1ère lecture/lecture unique

Le Parlement européen a adopté par 611 voix pour, 2 contre et 28 abstentions, une résolution législative du Parlement européen sur la proposition de décision du Conseil autorisant l'Autriche et la Roumanie à accepter, dans l'intérêt de l'Union européenne, l'adhésion du Panama, de l'Uruguay, de la Colombie et de l'El Salvador à la convention de La Haye de 1980 sur les aspects civils de l'enlèvement international d'enfants.

Suivant la recommandation de sa commission des affaires juridiques, le Parlement a **approuvé** l'autorisation accordée à l'Autriche et à la Roumanie d'accepter, dans l'intérêt de l'Union européenne, **l'adhésion du Panama, de l'Uruguay, de la Colombie et de l'El Salvador** à la convention de La Haye de 1980 sur les aspects civils de l'enlèvement international d'enfants.

L'acceptation de l'Autriche et de la Roumanie aurait pour effet de rendre applicable la convention de 1980 entre l'Uruguay, la Colombie, l'El Salvador et tous les États membres de l'Union, à l'exception du Danemark. En ce qui concerne le Panama, la convention de 1980 deviendra applicable avec tous les États membres de l'Union.

# Convention de La Haye (1980) sur les aspects civils de l'enlèvement international d'enfants: adhésion du Panama, de l'Uruguay, de la Colombie et de l'El Salvador; acceptation par l'Autriche et la Roumanie

2017/0153(NLE) - 18/12/2017 - Acte final

OBJECTIF: autoriser l'Autriche et la Roumanie à accepter l'adhésion du Panama, de l'Uruguay, de la Colombie et de l'El Salvador à la convention de La Haye du 25 octobre 1980 sur les aspects civils de l'enlèvement international d'enfants («la convention de 1980»).

ACTE NON LÉGISLATIF: Décision (UE) 2017/2464 du Conseil du 18 décembre 2017 autorisant l'Autriche et la Roumanie à accepter, dans l'intérêt de l'Union européenne, l'adhésion du Panama, de l'Uruguay, de la Colombie et de l'El Salvador à la convention de La Haye de 1980 sur les aspects civils de l'enlèvement international d'enfants.

CONTENU: la décision du Conseil **autorise l'Autriche et la Roumanie à accepter, dans l'intérêt de l'Union, l'adhésion du Panama, de l'Uruguay, de la Colombie et de l'El Salvador à la convention de La Haye de 1980.**

L'Autriche et la Roumanie devraient déposer leur déclaration d'acceptation relative à l'adhésion de ces quatre pays au plus tard le **19 décembre 2018**.

La convention de La Haye de 1980 sur les aspects civils de l'enlèvement international d'enfants instaure, au niveau international, un système d'obligations et de coopération entre les États contractants et entre les autorités centrales et vise à garantir le retour immédiat des enfants déplacés ou retenus illicitement. Tous les États membres de l'Union sont parties à la convention.

Au niveau de l'UE, le [règlement \(CE\) n° 2201/2003](#) («règlement Bruxelles II bis») complète et renforce la convention de La Haye de 1980.

L'Union encourage les États tiers à adhérer à la convention de La Haye de 1980. L'existence de la **compétence exclusive de l'Union européenne** en matière d'acceptation de l'adhésion d'un État tiers à la convention de 1980 a été confirmée par la Cour de justice de l'Union européenne.

**Le Panama, l'Uruguay, la Colombie et l'El Salvador** ont, respectivement, déposé l'instrument d'adhésion à la convention le 2 février 1994, le 18 novembre 1999, le 13 décembre 1995 et le 5 février 2001. La convention est déjà en vigueur avec 26 États membres en ce qui concerne le Panama et avec 25 États membres en ce qui concerne l'Uruguay, la Colombie et l'El Salvador.

Une évaluation de la situation au Panama, en Uruguay, en Colombie et en El Salvador a conduit à la conclusion que l'Autriche et la Roumanie sont en mesure d'accepter l'adhésion de ces pays à la convention.

Le Royaume-Uni et l'Irlande sont liés par le règlement Bruxelles II bis et participent à l'adoption et à l'application de la décision. Le Danemark n'est pas lié par la présente décision.

ENTRÉE EN VIGUEUR: la décision prend effet le jour de sa notification.

# Convention de La Haye (1980) sur les aspects civils de l'enlèvement international d'enfants: adhésion du Panama, de l'Uruguay, de la Colombie et de l'El Salvador; acceptation par l'Autriche et la Roumanie

2017/0153(NLE) - 23/11/2017 - Rapport déposé de la commission, 1ère lecture/lecture unique

La commission des affaires juridiques a adopté le rapport d'Angel DZHAMBAZKI (ECR, BG) sur la proposition de décision du Conseil autorisant l'Autriche et la Roumanie à accepter, dans l'intérêt de l'Union européenne, l'adhésion du Panama, de l'Uruguay, de la Colombie et de l'El Salvador à la convention de La Haye de 1980 sur les aspects civils de l'enlèvement international d'enfants.

La commission parlementaire a recommandé que le Parlement **approuve** l'autorisation accordée à l'Autriche et à la Roumanie d'accepter, dans l'intérêt de l'Union européenne, **l'adhésion du Panama, de l'Uruguay, de la Colombie et de l'El Salvador** à la convention de La Haye de 1980 sur les aspects civils de l'enlèvement international d'enfants.

Comme rappelé dans l'exposé des motifs accompagnant le rapport, la convention de La Haye du 25 octobre 1980 sur les aspects civils de l'enlèvement international d'enfants a été ratifiée par tous les États membres de l'Union européenne.

En cas d'enlèvement international d'enfant se produisant au moment d'une séparation ou d'un divorce alors que le mari ou la femme sont originaires de pays différents, il arrive souvent que les juridictions des deux États intéressés se déclarent compétentes et que chacune d'elles confie la garde de l'enfant à celui des parents qui a la nationalité de l'État où elle siège.

La convention de 1980 a pour objet de remédier à ce type de situation au niveau international en établissant la compétence des juridictions et de la loi de l'État où l'enfant réside. Elle met également en place un système visant à garantir le retour immédiat de l'enfant qui a été enlevé.

L'existence de la **compétence exclusive de l'Union européenne** en matière d'acceptation de l'adhésion d'un État tiers à la convention de 1980 a été confirmée par la Cour de justice de l'Union européenne,

- **Le Panama** a déposé l'instrument d'adhésion à la convention de 1980 le 2 février 1994. La convention est entrée en vigueur au Panama le 1<sup>er</sup> mai 1994. La convention de 1980 est déjà en vigueur entre le Panama et 26 États membres de l'Union. Seules l'Autriche et la Roumanie n'ont pas encore accepté l'adhésion du Panama à la convention.
- **L'Uruguay** a déposé l'instrument d'adhésion à la convention de 1980 le 18 novembre 1999. La convention est entrée en vigueur en Uruguay le 1<sup>er</sup> février 2000. La convention de 1980 est déjà en vigueur entre l'Uruguay et 25 États membres. Seuls l'Autriche, le Danemark et la Roumanie n'ont pas encore accepté l'adhésion de l'Uruguay à la convention.
- **La Colombie** a déposé l'instrument d'adhésion à la convention de 1980 le 13 décembre 1995. La convention est entrée en vigueur en Colombie le 1<sup>er</sup> mars 1996. La convention de 1980 est déjà en vigueur entre la Colombie et 25 États membres de l'Union. Seuls l'Autriche, le Danemark et la Roumanie n'ont pas encore accepté l'adhésion de la Colombie à la convention.
- **L'El Salvador** a déposé l'instrument d'adhésion à la convention de 1980 le 5 février 2001. La convention est entrée en vigueur en El Salvador le 1<sup>er</sup> mai 2001. La convention de 1980 est déjà en vigueur entre l'El Salvador et 25 États membres de l'Union. Seuls l'Autriche, le Danemark et la Roumanie n'ont pas encore accepté l'adhésion de l'El Salvador à la convention.

L'acceptation de l'Autriche et de la Roumanie aurait pour effet de rendre applicable la convention de 1980 entre l'Uruguay, la Colombie, l'El Salvador et tous les États membres de l'Union, à l'exception du Danemark. En ce qui concerne le Panama, la convention de 1980 deviendra applicable avec tous les États membres de l'Union.

L'adhésion du Panama, de l'Uruguay, de la Colombie et de l'El Salvador à la convention devrait garantir que la protection contre les enlèvements octroyée aux enfants en question sera étendue à l'ensemble du territoire de l'Union.